

**Arrêté n° 62/MME/DM du 23 juin 2005, portant création d'un Comité technique chargé d'analyser les études de faisabilité dans le secteur des mines.**

Le ministre des mines et de l'énergie ;

Vu la Constitution du 9 août 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 93-016 du 02 mars 1993, complétée par l'ordonnance n° 99-48 du 05 novembre 1999 ;

Vu le décret 93-044/PM/MMEI/A du 12 mars 1993, fixant les modalités d'application de la loi minière ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-43/PRN/MME du 18 février 2005, déterminant les attributions du ministre des mines et de l'énergie ;

Vu le décret n° 2005-092/PRN/MME du 22 avril 2005, portant organisation du ministère des mines et de l'énergie ;

Vu les nécessités de service ;

Arrête :

Article premier – Il est créé, auprès du ministre des mines et de l'énergie, un Comité technique chargé d'analyser les études de faisabilité soumises pour l'obtention d'un permis d'exploitation minière.

Art. 2 – Le Comité est composé de :

Président : Madou Gagi Gréma, inspecteur général des services/MME ;

Vice-président : Massalabi Oumarou, directeur des mines/MME ;

Rapporteur : Adamou Ousmane, chef de division exploitation minière/MME.

Membres :

MM. Adamou Moussa, DG/CRGM/MME ou son représentant ;

Yessouph Faudi Mazou, DRGM P.I ;

- directeur général des impôts ou son représentant ;
- directeur général des douanes ou son représentant ;
- directeur du BEEEI ou son représentant ;
- directeur des ressources en eau ou son représentant ;
- directeur du CNRP ou son représentant ;

Art. 3 – Le Comité peut faire appel à toute personne dont il juge la compétence nécessaire à la réalisation de sa mission.

Art. 4 – Le Comité se réunira sur convocation de son président.

Pendant l'étude d'un dossier, les membres du Comité sont au maximum possible déchargés de toute autre tâche jusqu'à la clôture dudit dossier.

Art. 5 – Le Comité soumettra au ministre chargé des mines un rapport motivé à la fin de l'étude de chaque dossier.

Art. 6 – Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 43/MME du 10 juin 1999, portant création d'un Comité technique chargé d'analyser les études de faisabilité dans le secteur des mines.

Art. 7 – Le secrétaire général du ministère des mines et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Mohamed Abdoulahi.